

## LA SONELGAZ FAIT ÉTAT D'UN NOUVEAU PIC DE CONSOMMATION

# Le spectre des délestages...

**Sans surprise aucune, la canicule n'aura pas été sans conséquence sur la consommation électrique. Sonelgaz fait état de nouveaux records et avertit : seule la modération peut «réduire les contraintes sur le réseau et éviter des désagréments». En d'autres termes, les usagers ne sont pas à l'abri des coupures volontaires ou pas.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir) -** C'est désormais une tradition : le groupe Sonelgaz entame le décompte des mégawatts consommés.

Mercredi, l'opérateur du système électrique a enregistré un appel de puissance matin record de 9 233 mW enregistré à 13h30 qui dépasse de 1 133 mW la demande maximale du mois de juillet 2011 correspondant à une hausse de plus de 12 %. Un record qui dépasse la demande maximale de l'été 2011 avec les 8 606 mW enregistrés le 8 août 2011, soit une hausse de près de 7 %.

Mardi dernier, le même scénario a été enregistré avec un appel de puissance record matin et soir avec respectivement 9 110 mW atteint à

13 h 45 mn et 9 463 mW enregistré à 22 h. L'appel de puissance en pointe matin dépasse de 1 010 mW la demande maximale du mois de juillet 2011 représentant une évolution de 11 %.

L'appel enregistré en pointe soir, quant à lui, dépasse de 1 204 mW la pointe maximale du mois de juillet 2011 correspondant à une hausse de près de 13%.

Le groupe Sonelgaz, qui rappelle que la consommation électrique était fortement liée à la hausse des températures, s'attend à de nouveaux records signalant que «de nouvelles pointes de consommation électrique sont attendues durant les périodes de canicule» et appelant à la modération dans la consumma-



Photo : NewPress.

Sonelgaz met en garde contre les coupures.

tion de l'énergie électrique. Le groupe conseille d'éteindre les appareils électriques dont l'utilisation n'est pas nécessaire et de ne faire fonctionner qu'un seul climatiseur, notamment entre 13 h et 16 h, et entre 20 h et 23 h.

Sonelgaz parle de «gestes simples» mais que de toute évidence le consommateur aura du mal à respecter.

Le taux d'humidité record pousse les utilisateurs à intensifier l'usage des climatiseurs. Une recherche de confort légitime qui se heurte aux impératifs de gestion de l'énergie du groupe Sonelgaz qui, en termes à peine voilés, met en garde contre les coupures en signalant que «des gestes simples peuvent réduire les contraintes sur le réseau et éviter des désagréments au plus grand nombre».

Certaines localités du pays ont déjà fait les frais de ces «désagréments» en restant dans le noir ou en suffoquant des heures durant...

N. I.

### ASSURANCE AUTOMOBILE

## Les remises bientôt plafonnées

Les réductions tarifaires dans l'assurance automobile tous-risques seront prochainement plafonnées, à 30% pour les particuliers et 50% pour les entreprises.

Treize compagnies d'assurances dommages publiques et privées ont signé, le 7 juin dernier, un accord multilatéral relatif à la gestion de la branche automobile.

Cet accord a été agréé le 4 juillet dernier par le ministère des Finances, indique le P-dg d'Alliance Assurances, une des compagnies signataires. Selon Hassan Khelifati qui intervenait jeudi lors d'une matinée d'information sur l'expérience boursière de sa compagnie, le département de Karim Djoudi a répondu favorablement à la démarche initiée sous l'égide de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR). «Nous prenons note de (cet) accord qui n'appelle pas d'observations particulières de notre part», peut-on lire, en effet, dans la correspondance de la Direction générale du Trésor, adressée le 4 juillet à l'UAR en réponse à son courrier du 19 juin précédent et portant sur cet accord. Dès la rentrée prochaine, après fixation des mécanismes d'application, les compagnies signataires (Caat, Caar, CNMA, Saa, Cash, Matec, Ciar, 2A, Trust, Gam, Alliance Assurances, Salama et Axa Dommages) s'engagent à exécuter cet accord.

«C'est la première fois que les assureurs publics et privés arrivent à s'entendre pour mettre en place un mécanisme de concertation, à même de régler les problèmes du secteur», dira le patron d'Alliance Assurances, saluant l'engagement du secteur public à «faire bouger les choses». Soucieux du retour à l'orthodoxie de la profession, les assureurs s'engagent à «mettre fin» aux dérogations tarifaires, parfois supérieures à 80% et «aux effets néfastes» sur la viabilité des entreprises du secteur assurantiel comme le relève le préambule de l'accord.

Ainsi, ils s'engagent à ne pas consentir des réductions supérieures à 50% pour les personnes morales (entreprises) et à 30% pour les personnes physiques (particuliers). Les signataires conviennent également de fixer «uniformément» à 5% le taux de prime applicable à la garantie tous-risques.

Notons, à ce propos, que la limitation des réductions n'implique pas l'augmentation des tarifs de l'assurance responsabilité civile, comme le précisera le P-dg d'Alliance Assurances. Les assureurs décident également de porter le montant minimum de la franchise applicable à tout sinistre automobile à 2 500 dinars.

En outre, les compagnies prévoient de mettre en place un fichier national des conducteurs et l'application obligatoire du bonus-malus. Et cela dans le contexte où la branche automobile, qui génère plus de la moitié de la production du secteur, a progressé de 9,5% en 2011 à 43,4 milliards de dinars. L'année dernière, les compagnies d'assurance ont payé 28,8 milliards de dinars en règlements des sinistres dans la branche automobile, soit 80% du volume global.

Concernant Alliance Assurances, le chiffre d'affaires de la branche automobile et risques simples a évolué de +21% en 2012, avec une hausse de 21% en auto et risques simples.

C. B.

### DYNAMISATION DE LA BOURSE D'ALGER

## En attente d'un signal fort des pouvoirs publics

**La dynamisation de la Bourse d'Alger reste tributaire d'un signal fort des pouvoirs publics, voire d'une décision politique effective. C'est ce dont est convaincu le P-dg de la compagnie d'assurances Alliance Assurances, la première entreprise privée à être cotée en Bourse. Dans la mesure où l'amélioration de l'intermédiation bancaire et de la liquidité de la place financière requiert davantage de «soutien franc et massif» des pouvoirs publics, dira Hassan Khelifati.**

**Chérif Bennaceur - Alger**

(Le Soir) - Hôte jeudi dernier au siège de la Société de gestion de la bourse des valeurs (SGBV) d'une matinée d'information, organisée sous l'égide de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) et avec la participation de BNP Paribas El Djaïr, le premier manager d'Alliance Assurances a appelé le gouvernement à «libérer» l'initiative bancaire en matière de trading (achat et vente) des titres. Selon Hassan Khelifati, le Premier ministre et le ministre des Finances ont été sollicités en ce sens, en vue d'une gestion bancaire dépenalisée effectivement.

Certes, le marché financier reste encore émergent et est engagé dans un vaste programme de réforme, assez avancé, selon le directeur général de la SGBV, Mustapha Ferfera, concernant notamment l'alimentation en titres, l'amélioration des conditions de négociation et d'intermédiation.

Néanmoins, «l'ingénierie, l'architecture seule ne suffit pas», relève le président d'Alliance Assurances qui estime que «la liquidité de la Bourse soulève un vrai problème». Or, il suffirait, observe Hassan Khelifati, que les banques publiques aient toute latitude en matière de prise

d'investissement et de trading des titres et puissent intervenir, en cas d'urgence pour acheter ou vendre les titres au bénéfice des sociétés cotées.

Voire, les banques publiques pourraient bénéficier en ce sens d'un budget de quelques milliards même si le P-dg d'Alliance Assurances récuse le terme de «subvention». Et cela, dans le contexte où le contrat de liquidité conclu entre la société et son intermédiaire en opérations de Bourse (CPA) ait été clôturé en mars 2012 et qu'aucune transaction acheteuse n'ait été observée depuis. Depuis son introduction, le cours du titre a été stable à 830 dinars entre mars 2011 et début 2012 puis a connu dès mars un fléchissement à 825 dinars, un fléchissement au demeurant «ordinaire», selon le DG de la SGBV.

Toutefois, la cotation à la Bourse d'Alger, limitée actuellement à deux titres de capital public (Saidal et El Aurassi), aux résultats financiers

contrastés, et un titre capital privé (Alliance Assurances), pourrait s'élargir, fin 2012, à trois autres titres de capital privés mixtes. Il s'agit de NCA Rouiba, d'une filiale de la compagnie Salama Assurances et d'une société de leasing, Maghreb Leasing Algérie (MLA).

A charge cependant que le Conseil de la monnaie et du crédit (CMC) auprès de la Banque d'Algérie) avalise le dossier du MLA, le Conseil national de l'investissement (CNI) agréé la création par Salama Assurances d'une filiale d'assurances de personnes par appel à l'épargne et que l'application du droit de préemption à l'Etat soit assouplie, concernant NCA ainsi que MLA.

Voire, une dizaine d'entreprises privées seraient intéressées par l'ouverture de leurs capitaux au grand public, à charge cependant de lever moult contraintes juridiques.

C. B.

### La capitalisation boursière avoisine les 15 milliards de dinars

La capitalisation boursière avoisine les 15 milliards de dinars, indique-t-on à la Société de gestion de la bourse des valeurs (SGBV). Selon le DG de la Bourse d'Alger, Mustapha Ferfera, le gisement des trois titres capital échangés (Saidal, El Aurassi et Alliance Assurances) représente 5 millions d'actions pour une valeur de 15 milliards de dinars. A contrario, le gisement des titres de créances (obligations) de Sonelgaz et Dahli représente en valeur transigible 32,36 milliards de dinars. Quant aux 24 lignes d'obligations assimilées du Trésor (OAT), l'on enregistre un gisement de 290 milliards de dinars. Mais, fait notable, la transaction des titres de capital a dépassé en 2011, et de manière inédite, celle des titres de créances, avec respectivement 185 millions de dinars contre 140 millions de dinars.

### L'assurance de personnes est en «régression»

L'assurance personnes (AP) régresse globalement de 53% selon le P-dg d'Alliance Assurances. De l'avis de Hassan Khelifati, la séparation obligatoire des activités d'assurances dommages de celle des personnes, censée, selon les pouvoirs publics, booster le développement de l'AP, semble inopérante. Cette régression est de l'ordre de 31% pour la compagnie qui a dû interrompre cette activité en juin 2011 conformément à la réglementation, car n'ayant pu créer une filiale dédiée. En effet, le projet de partenariat entre Alliance Assurances et la société Maghreb du groupe Generali, visant la création d'une filiale d'assurances de personnes, n'a pu être concrétisé encore, contrarié par des «réticences».

Il en est également le cas pour l'autre projet, alternatif, de partenariat avec le Fonds national d'investissement (FNI), également en suspens. Et cela même si «les sollicitations internationales» pour la conclusion de partenariats se poursuivent, assure Hassan Khelifati.

### Alliance Assurances en déficit de 364 millions de dinars

La compagnie d'assurances privée Alliance Assurances affiche un résultat net négatif de 364 millions de dinars pour 2011.

Certes, Alliance Assurances affiche un chiffre d'affaires de 3,9 milliards de dinars, en progression de 15% versus 7% pour l'ensemble du secteur assurantiel.

Egalement, l'assureur affirme «avoir résisté» en 2011 à une conjoncture sectorielle et réglementaire difficile, marquée par une hausse exponentielle de la sinistralité (+172% des déclarations des sinistres toutes branches confondues) ayant pour conséquence une hausse de 165% des indemnisations (1,663 milliard de dinars) et de 68% de la charge sinistres (2,752 milliards de dinars).

Mais aussi à la sous-tarification des produits d'assurances, à l'attrition du portefeuille d'assurances des personnes.

Pour mieux conforter ses fondamentaux, la compagnie a dû provisionner à 75% une importante créance contentieuse (353 millions de dinars).

Sans ces «événements exceptionnels», le résultat net de la compagnie aurait été de 390 millions de dinars contre 198 millions de dinars en 2010.

Pourtant, l'assureur privé semble confiant quant aux résultats du premier semestre 2012, prévoyant des capacités bénéficiaires intactes, grâce aux mesures de gestion saine de la tarification et de traitement des sinistres et aux premiers résultats du plan stratégique Nouvelle Alliance 2015, lancé en 2011 et visant à doubler le chiffre d'affaires et d'atteindre une rentabilité des fonds propres de 15%.

C. B.